

## **Compte rendu du CONSEIL MUNICIPAL**

### **Lundi 17 juin 2019**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, maire.

Date de la convocation : 13 juin 2019

Nombre de conseillers : 15

En exercice : 9

Votants : 7

Présents : Mmes MP. Girod, C. Martin, C. Mathieu, S. Mazenc-Nehr  
MM. JF Ravot, P. Chigiato, C. Saitta

Absents : MM R. Letscher, P. Tissot

Secrétaire de séance : Mme C. Mathieu

#### **I. Approbation du compte-rendu de la séance du 20 mai 2019**

**Approuvé à l'unanimité**

#### **II. Délibérations :**

##### **1. Décision budgétaire modificative n° 1**

Monsieur le Conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances informe le Conseil Municipal que diverses évolutions des besoins budgétaires rendent nécessaire de modifier les ouvertures de crédits budgétaires en dépense et en recette comme détaillé dans le tableau annexe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11 et L.2312-1 ;

Vu ses délibérations budgétaires antérieures pour l'exercice 2019 ;

Considérant que la réalisation de certaines opérations induit des réajustements en section de fonctionnement et d'investissement ;

Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter une décision modificative n° 1 pour l'exercice 2019 ;

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'APPROUVER** la modification de la répartition des crédits conformément au tableau annexe.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à cette décision modificative du budget 2019.

**Approuvé à l'unanimité**

##### **2. Réalisation d'un prêt de 1'200'000 € auprès de la Caisse d'Epargne pour le financement de la construction de la maison des associations.**

Une consultation a été lancée auprès de différents organismes bancaires, et il en ressort que l'offre de la Caisse d'Epargne est la plus avantageuse.

	<u>Caisse d'Epargne</u>
Durée	25 ans ou 30 ans
Montant	1 200 000 €
Taux	1,64 % pour 30 ans

La date de mise à disposition des fonds est fixée à juillet 2019.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'APPROUVER** la proposition de la Caisse d'Epargne d'un prêt à la commune d'un montant de 1'200'000€ au taux de 1,64 % pour une durée de 30 ans,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son adjoint en charges des Finances à signer seul le contrat réglant les conditions de ce prêt et la demande de réalisation de fonds.

**Approuvé à l'unanimité**

### **3. CAPG Convention financière dans le cadre du RGPD** **(Règlement général sur la protection des données)**

Le règlement no 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) est un règlement de l'Union européenne qui constitue le texte de référence en matière de protection des données à caractère personnel. Il renforce et unifie la protection des données pour les individus au sein de l'Union européenne.

Ce règlement a été définitivement adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016. Ses dispositions sont directement applicables dans l'ensemble des 28 États membres de l'Union européenne à compter du 25 mai 2018.

Ce règlement remplace la directive sur la protection des données personnelles adoptée en 1995 (article 94 du règlement) ; contrairement aux directives, les règlements n'impliquent pas que les États membres adoptent une loi de transposition pour être applicables.

Les principaux objectifs du RGPD sont d'accroître à la fois la protection des personnes concernées par un traitement de leurs données à caractère personnel et la responsabilisation des acteurs de ce traitement.

Le RGPD impose à tous les organismes publics de désigner un délégué à la protection des données (DPD). Ses principales missions sont de contrôler le respect du règlement, de conseiller le responsable des traitements sur son application et de faire office de point de contact avec l'autorité de contrôle, de répondre aux sollicitations de personnes qui souhaitent exercer leurs droits.

Afin de se mettre en conformité, la Communauté de communes du Pays de Gex a passé un marché pour une mission d'assistance et d'accompagnement à la mise en conformité RGPD pour l'ensemble des 32 entités du territoire (les 27 communes, les établissements publics et la CAPG).

Afin de répartir la participation de chaque entité concernée, il convient d'établir une convention financière fixant la participation de chacun.

Pour Chevy, le montant de la participation est fixé à 437,65 € pour la période initiale de 24 mois. Cette durée de cette convention est deux ans, à compter de sa signature.

En cas de reconduction du marché, le montant sera de 119,36 € pour Chevy par année de reconduction.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'ACCEPTER** la convention financière à conclure avec la CAPG,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints délégués à signer la convention financière.

**Approuvé à l'unanimité**

#### **4. Convention de mandat entre la commune de Chevy et la Régie des Eaux Gessiennes**

Madame l'adjointe au Maire en charge des travaux expose à l'Assemblée le projet de convention de mandat à conclure avec la régie des Eaux Gessiennes. Dans la présente convention sont désignés, « le maître d'ouvrage », la Régie des Eaux Gessiennes et « le maître d'ouvrage délégué », la commune de Chevy.

La présente convention définit les dispositions régissant les rapports du maître d'ouvrage délégué et du maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux de reprise d'enrobés chemin des Golettes.

L'objet de cette convention est que dans la limite du programme de réalisation de ces travaux et de l'enveloppe financière, le maître d'ouvrage donne mandat au maître d'ouvrage délégué à l'effet d'agir en son nom et pour son compte, dans les conditions prévues par la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à rembourser au maître d'ouvrage délégué le montant des travaux réglés au fur et à mesure du déroulement de l'opération, sur présentation de décomptes établis par le maître d'ouvrage délégué.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'ACCEPTER** la convention de mandat à conclure avec la Régie des Eaux Gessiennes,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints délégués à signer la convention de mandat,

**Approuvé à l'unanimité**

#### **5. SIEA - Eclairage public « Route du Coillou »**

Madame le Maire-Adjoint en charge des Travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet sommaire de l'opération « Alimentation électrique de 12 lots - Route du Coillou ».

Plan de financement à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE et de E-COMMUNICATION de l'AIN.

##### **PLAN DE FINANCEMENT : A.P.S.**

A - Montant des travaux projetés (TTC) : (1)	7 000 €
B - Montant des travaux projetés (HT) :	5 833 €
C - Participation du SIEA (50% du HT) :	2 917 €
D - Récupération de T.V.A.	1 167 €
E - Dépense prévisionnelle restant à la charge de votre commune : 50% du HT (à inscrire au compte 20415 - Subventions d'Equipements aux Organismes Publics - Groupement de Collectivités – Section d'investissement-Dépenses).	2 916 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'Oeuvre et une marge pour imprévus.	

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'ACCEPTER** le plan de financement avant-projet sommaire de cette opération,
- **DE DIRE** que les crédits nécessaires à ce programme sont à inscrire au budget communal 2019,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'un de ces Adjoints délégués à signer le plan de financement ou tout autre document se rapportant à ce dossier entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE et de E-COMMUNICATION de l'AIN.

**Approuvé à l'unanimité**

## **6. Modification des tarifs de repas cantine scolaire à la rentrée 2019-2020**

Madame la conseillère municipale avec délégation aux affaires scolaires présente au conseil municipal la proposition de modification de tarifs pour la cantine scolaire à la rentrée scolaire 2019-2020.

Enfants habitant la commune de Chevry			Enfants hors commune de chevry (pas de changement de tarif)	
Quotient familial	Tarification actuelle	Tarification projetée	Tarif actuel	Tarif projeté
A (0 à 820)	6,00 €	<b>4,00 €</b>	10,00 €	<b>10,00 €</b>
B (821 à 1500)	6,40 €	<b>5,00 €</b>		
C (1501 à 2000)	6,80 €	<b>6,00 €</b>		
D (2001 et plus)	7,20 €	<b>7,20 €</b>		
Repas occasionnel (pas de changement de tarif)	7,70 €	<b>7,70 €</b>	10,50 €	<b>10,50 €</b>

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **DE DECIDER** d'approuver les tarifs des repas de cantine pour l'année 2019-2020,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à informer Familles Rurales de la mise en place de ces tarifs.

**Approuvé à la majorité  
(5 voix pour, deux abstentions)**

## **7. Procédure Péril Imminent Chantier GUNES – Frais honoraires de l'expert judiciaire**

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée la mise en œuvre de la procédure de mise en péril imminent faite sur le terrain situé au lotissement La Pièce, parcelles cadastrées n° B1343-1356-1378, propriété de M. GUNES Hacioman, demeurant 15 rue des Chaumes 01170 Gex.

Dans le cadre de cette procédure de péril imminent, le tribunal administratif a été saisi afin qu'un expert soit nommé pour examiner l'état du bâtiment en cours de construction, de se prononcer sur l'état de péril grave et imminent dudit bâtiment, de dresser constat de l'état des bâtiments mitoyens et de proposer des mesures et travaux provisoires et immédiats permettant de mettre fin à l'éminence du péril et de garantir la sécurité publique.

Les honoraires de l'expert s'élèvent à 1'281,36 € TTC. Ces derniers ont été réglés par la collectivité.

Il convient maintenant d'émettre un titre de recettes à l'encontre de M. GUNES Hacioman, demeurant 15 rue des Chaumes 01170 Gex, d'un montant de 1'281,36 € TTC pour obtenir le remboursement des frais d'honoraires et d'expertise de Mme MULLER-KOHL Evelyne, expert désignée par le Tribunal Administratif de Lyon.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints délégués à émettre le titre de recouvrement susmentionné.

**Approuvé à l'unanimité**

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 20 h 35.